

perestroïka ont instauré un climat propice à l'émergence de cette réalité nouvelle qui, nous l'espérons, ne subira aucun recul.

Le Canada refuse toujours de reconnaître de jure l'incorporation forcée des États baltes à l'Union soviétique. Nous concrétisons notre position de diverses façons importantes:

- Premièrement, les ministres du gouvernement fédéral et les ambassadeurs ne se rendent pas dans les républiques baltes.
- Deuxièmement, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie demeurent des lieux d'origine acceptables sur les passeports et les documents d'immigration canadiens.
- Et troisièmement, comme suite à une politique que j'ai annoncée l'an dernier, les cartes de la région baltique produites par le gouvernement fédéral portent toutes une mention réitérant notre politique selon laquelle nous ne reconnaissons pas de jure l'annexion soviétique.

Notre position de principe à cet égard ne changera pas. Les aspirations légitimes des peuples baltes doivent être satisfaites. C'est sur une base illégale et immorale que l'Union soviétique a assimilé les États baltes. Cette situation doit être redressée.

Il existe néanmoins une réalité nouvelle dans les États baltes et nous devons déterminer ensemble de quelle manière nous y répondrons. Le Canada continue de reconnaître de facto la maîtrise soviétique sur ces États. Cela ne signifie pas cependant que nous acceptons sa légitimité. Telle est la réalité. Mais nous avons le choix. Nous pouvons tourner le dos à la région baltique, refusant par là à des gens qui le méritait l'encouragement et les contacts que nous pouvons offrir. Ou nous pouvons maintenir notre position de jure, mais travailler dans les limites du possible à améliorer la vie des gens là-bas, dont beaucoup ont des liens de famille avec vous qui êtes réunis ici ce soir.

Un grand nombre de Canadiens, particulièrement ceux d'origine balte, recherchent des contacts plus étendus avec les États baltes, à des fins personnelles, familiales, culturelles, sportives ou commerciales. Beaucoup d'entre eux comptent sur le leadership et l'aide du gouvernement canadien pour y arriver. Il en est de même des membres des